



STAATSRAT

Gesetzgebungsabteilung

Gutachten 59.245/4
vom 11. Mai 2016

über

einen Dekretvorentwurf der Deutschsprachigen Gemeinschaft
‘über die Industriellehre’

Am 8. April 2016 wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, von dem Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung der Deutschsprachigen Gemeinschaft darum gebeten, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die bis zum 17. Mai 2016 verlängert wurde^(*), ein Gutachten über einen Vorentwurf eines Dekretes ‚über die Industrielehre‘ abzugeben.

Der Vorentwurf wurde von der vierten Kammer am 11. Mai 2016 untersucht. Die Kammer setzte sich zusammen aus Pierre LIÉNARDY, Kammerpräsident, Martine BAGUET und Bernard BLERO, Staatsräte, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Beisitzer, und Colette GIGOT, Kanzler.

Der Bericht wurde von Roger WIMMER, Erster Auditor, vorgelegt.

Das Gutachten, dessen Wortlaut nachstehend wiedergegeben ist, wurde am 11. Mai 2016 abgegeben.

^(*)Durch E-Mail vom 14. April 2016

*

Da der Begutachtungsantrag aufgrund von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereicht wurde, beschränkt sich die Gesetzgebungsabteilung gemäß Artikel 84 § 3 der o.a. koordinierten Gesetze darauf, die Rechtsgrundlage des Vorentwurfs, die Befugnis des erlassenden Organs sowie die Einhaltung der vorangehenden Formvorschriften zu untersuchen.

Was diese drei Aspekte betrifft, sind über den Vorentwurf folgende Bemerkungen zu formulieren.

ALLGEMEINE BEMERKUNGEN

1. Der Vorentwurf zielt darauf ab, eine Reihe von Abänderungen an dem Gesetz vom 19. Juli 1983 ‚über die Lehre in Berufen, die von Lohnempfängern ausgeübt werden‘ (nachstehend: „das Gesetz vom 19. Juli 1983“) vorzunehmen.

In ihrem Gutachten 15.040/1 hatte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates Folgendes betont ¹:

„Tout comme les projets au sujet desquels le Conseil d’État a donné son avis respectivement les 7 juillet 1980 (L. 13.650/1), 29 décembre 1980 (L. 13.847/1) et 21 janvier 1981 (L. 13.890/VR), le présent projet a pour objet de réglementer de manière détaillée l’apprentissage ‘de professions exercées par des travailleurs salariées’.

[...]

Par souci de clarté, il faut relever au préalable que les diverses dispositions du projet ne sont pas toutes de la même nature : celles du titre II concernent l’institution du contrat d’apprentissage (articles 3 à 42) alors que celles du titre III ont trait à l’organisation de l’apprentissage, où le rôle des commissions paritaires est prépondérant (articles 43 à 56).

Les dispositions du titre II (articles 3 à 42 de l’avant-projet) règlent la conclusion du contrat d’apprentissage, la forme et le contenu de celui-ci, les obligations du patron et de l’apprenti, la suspension de l’exécution du contrat d’apprentissage et sa résiliation. Elles s’inspirent manifestement des dispositions concernant les contrats du travail contenues dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats du travail. Elles constituent le statut juridique de l’apprentissage et, comme ces dernières dispositions, elles sont de droit civil car elles relèvent du droit des contrats.

On peut souligner que les dispositions du titre II forment un ensemble autonome ; leur nature juridique n’est pas affectée selon que la pratique de la profession choisie s’acquiert dans le secteur industriel ou dans le cadre de la formation des classes moyennes. [...].

Enfin, le statut du contrat d’apprentissage, comme celui du contrat de travail, revêt une ampleur et une importance telles que les dispositions qui l’établissent ne

¹ Gutachten 15.040/1 vom 23. Februar 1983 über einen Entwurf, der das Gesetz vom 19. Juli 1983 geworden ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 1982-1983, Nr. 644/1, S. 12-14).

peuvent être considérées comme une matière complémentaire pour l'exercice d'une autre compétence, telle que celle relative à la formation postscolaire et parascolaire ou à la reconversion et au recyclage professionnels, et pour laquelle on pourrait invoquer l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

Se fondant sur ces considérations, le Conseil d'État estimait dans son avis du 21 janvier 1981 et estime toujours que les dispositions relatives au statut du contrat d'apprentissage constituent une matière en soi, dont le caractère civil est constant et à l'égard de laquelle la compétence de l'autorité nationale, en l'occurrence le législateur national, ne peut être sérieusement mise en doute.

Les dispositions du titre III, en revanche, règlent l'organisation de l'apprentissage. C'est par la commission paritaire intéressée ou au sein de celle-ci que sont définies les professions pour lesquelles un contrat d'apprentissage peut être conclu que sont établis un règlement d'apprentissage et un programme de formation et qu'est constitué un comité d'apprentissage. La surveillance directe de la bonne exécution du contrat d'apprentissage est confiée, selon le cas, au conseil d'entreprise, à la délégation syndicale ou aux organisations représentatives des travailleurs.

Ces dispositions ont un caractère administratif institutionnel du même type que celles portées par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, dont elles sont en quelque sorte le prolongement².

2. Seit dem 1. Juli 2014 ist die Deutschsprachige Gemeinschaft zuständig für „Systeme dualer Ausbildung, in denen eine praktische Ausbildung am Arbeitsplatz im Wechsel durch eine Ausbildung in einer Bildungs- oder Ausbildungseinrichtung ergänzt wird“ gemäß Artikel 4 Nr. 17 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 'zur Reform der Institutionen', wieder aufgenommen durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 'über die Sechste Staatsreform' (Artikel 4 und 67 Absatz 1) und auf die Deutschsprachige Gemeinschaft für anwendbar erklärt durch Artikel 4 § 1 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 'über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft'.

Die Erläuterungen zum Vorschlag eines Sondergesetzes, der das o.a. Sondergesetz vom 6. Januar 2014 geworden ist ², lauten wie folgt:

„La proposition prévoit que les communautés deviennent pleinement compétentes en matière de systèmes de formation en alternance dans lesquels une formation pratique sur le lieu de travail est complétée avec une formation dans un institut d'enseignement ou de formation. En vertu de l'article 4, 16°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui attribue la compétence en matière de formation professionnelles aux communautés, celles-ci sont déjà compétentes, notamment, pour la formation à la création d'entreprise et à l'exercice d'un travail indépendant. Dans ce cadre, elles sont compétentes pour la formation qui est suivie sous la forme d'un apprentissage dans une entreprise, en ce compris la relation contractuelle entre l'entrepreneur-formateur et l'apprenti.

Jusqu'à présent, il a été considéré que l'apprentissage industriel, défini comme étant l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, était resté une compétence fédérale, et ce, en raison de son lien étroit avec la relation entre un

² Parl. Dok., Senat, 2012-2013, Nr. 5-2232/1, S. 22-23.

employeur et un travailleur salarié, laquelle relève du droit du travail. Force est toutefois de constater que l'apprentissage industriel présente un lien plus étroit encore avec la compétence communautaire en matière notamment d'enseignement et de formation professionnelle et que la recherche de compétences homogènes justifie que la formation en entreprise relève d'un seul et même législateur, compétent pour la formation professionnelle, que cette formation ait pour objectif l'accès à une profession indépendante ou une formation salariée. En outre, les particularités du contrat d'apprentissage et de la convention d'immersion professionnelle les distinguent si clairement du contrat de travail (à savoir son objet, l'indemnité d'apprentissage, ...), que confier la plénitude de la compétence aux communautés pour régler la relation contractuelle entre un entrepreneur-formateur et un apprenti ne porte pas préjudice à la plénitude de la compétence du législateur fédéral en matière de droit du travail.

Il s'agit des matières en tout cas actuellement réglées par la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, ainsi que par les arrêtés y relatifs pris en exécution de celle-ci, et par les articles 104 à 112 de la loi-programme du 2 août 2002 qui règlent la convention d'immersion professionnelle. Les communautés disposent en la matière d'une pleine compétence de législation, d'exécution, de contrôle et de financement.

Ce transfert de compétence ne fait pas obstacle à la compétence fédérale en matière de droits et obligations du stagiaire concerné et de son patron dans le cadre de la sécurité sociale“.

Der Verfasser des Vorentwurfs ist also befugt, um sowohl die Titel I, III und IV des Gesetzes vom 19. Juli 1983 als den Titel II dieses Gesetzes abzuändern ³.

3. Die Artikel 19 Absatz 4, 24 Nr. 5, 25 § 4, 46 und 63 des Gesetzes vom 19. Juli 1983, die durch die Artikel 24, 29, 30, 53 und 66 des Vorentwurfs abgeändert werden, legen jedoch Regeln fest, die zum Arbeitsrecht gehören und die indirekt im Bereich der sozialen Sicherheit Auswirkungen haben sollen; diese Angelegenheiten sind im Übrigen föderale Zuständigkeiten geblieben.

Was diese Angelegenheiten betrifft steht es dem Verfasser des Vorentwurfs nicht zu, den Anwendungsbereich der föderalen Gesetzgebung zu bestimmen oder

³ Siehe u.a. das Gutachten 40.689-40.690-40.691/AG vom 11. Juli 2006 über Vorentwürfe, die das Gesetz vom 10. Mai 2007 'zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, Nr. 51-2720/001, S. 92), das Gesetz vom 10. Mai 2007 'zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, Nr. 51-2721/001, S. 97) und das Gesetz vom 10. Mai 2007 'zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, Nr. 51-2722/001, S. 110) geworden sind:

„14. Le législateur fédéral est en principe compétent en matière de droit civil en vertu de sa compétence résiduelle. Les communautés et les régions ne peuvent élaborer de règles en la matière que dans la mesure où celles-ci peuvent être considérées comme s'inscrivant dans les compétences qui sont attribuées ou encore sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

15. Sa compétence résiduelle permet au législateur fédéral d'élaborer des règles générales en matière de droit des obligations, des contrats et de la responsabilité. [...] Ces règles s'appliquent alors aussi aux matières relevant de la compétence des communautés et des régions, à tout le moins aussi longtemps que celles-ci n'ont pas elles-mêmes adopté des dispositions spécifiques fondées sur leurs compétences explicites ou implicites dès lors que les conditions pour ce faire sont remplies“.

abzuändern, und müssen die der Förderalbehörde somit vorbehaltenen Regeln des Gesetzes vom 19. Juli 1993 selbstverständlich für die in dem Dekretvorentwurf erwähnten Industriehrlinge weiter gelten.

Artikel 4 Nr. 17 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zielt nämlich nicht darauf ab, von Artikel 6 § 1 VI letzter Absatz Nr. 12 dieses Sondergesetzes abzuweichen, der bestimmt, dass allein die Förderalbehörde für das Arbeitsrecht und die soziale Sicherheit zuständig ist.

Demzufolge sind die Artikel 24, 29, 30, 53 und 66 des Vorentwurfs zu revidieren.

BESONDERE BEMERKUNGEN

VERFÜGENDER TEIL

Artikel 5

Artikel 5 des Vorentwurfs sieht vor, dass pro angefangener Gruppe von zehn Arbeitnehmern es einem Unternehmen erlaubt ist, einen Industriehrling auszubilden.

Im Kommentar zum Artikel steht:

„Unternehmen mit zehn oder mit weniger als zehn Beschäftigten können maximal einen Industriehrvertrag in der Deutschsprachigen Gemeinschaft abschließen. Anschließend erhöht sich die Anzahl um einen Industriehrvertrag pro erreichte Tranche von zehn Mitarbeitern. So können zum Beispiel Unternehmen mit fünfzehn Mitarbeitern maximal einen Industriehrling und Unternehmen mit zwanzig Beschäftigten zwei Industriehrlinge beschäftigen“.

Es gibt eine Diskrepanz zwischen dem verfügenden Teil des Artikels und dem Kommentar zum Artikel. Diese Inkohärenz ist zu beheben.

Artikel 11

In der entworfenen Nr. 5 muss auch das Wort „Lehre“ durch das Wort „Industriehlehre“ ersetzt werden.

Artikel 13

Der durch Artikel 12 des Vorentwurfs abgeänderte Artikel 8 des Gesetzes vom 19. Juli 1983 sieht vor, dass jeder Industriehrvertrag, durch den ein Lehrmeister einen Industriehrling einstellt, um ihm eine Ausbildung zu erteilen, nichtig ist, wenn er nicht gemäß den Bestimmungen des Gesetzes abgeschlossen wird.

Laut Artikel 13 Nr. 1 des Vorentwurfs (dem entworfenen Artikel 9 Absatz 1) kann die in Artikel 8 erwähnte Nichtigkeit des Industrielehrvertrags gegenüber den aus der Anwendung des vorliegenden Gesetzes hervorgehenden Rechten und Pflichten des Industrielehrlings nicht geltend gemacht werden.

Im Kommentar zu dem Artikel heißt es diesbezüglich:

„Die Wortfolge "Rechte des Lehrlings" wird aufgrund des Gutachtens des Wirtschafts und Sozialrates vom 29. Februar 2016 in "Rechte und Pflichten des Lehrlings" abgeändert“.

Wie aus Artikel 10 des Gesetzes vom 19. Juni 1983 hervorgeht, sind die Bestimmungen des Gesetzes und seiner Ausführungserlasse jedoch zwingende Bestimmungen zum Schutz der Interessen der Industrielehrlinge.

Gemäß Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung gewährleistet das Dekret insbesondere das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung. Für die Angelegenheiten, die in den Anwendungsbereich des Artikels 23 der Verfassung fallen, beinhaltet letztgenannter Artikel eine Stillhalteverpflichtung, die verhindert, dass die zuständige Behörde das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzniveau auf erhebliche Weise verringert, ohne dass hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse bestehen.

In Ermangelung einer besonderen Rechtfertigung sind die Wörter „und Pflichten“ in Artikel 9 Absatz 1 des Gesetzes nicht einzufügen.

Artikel 50, 54 und 57

Es ist daran zu erinnern, dass die Organisation der Lehre in einem engen Verhältnis zur Unterrichtsangelegenheit steht. Die Anerkennung der alternierenden Ausbildung im Rahmen der Teilzeitschulpflicht gehört nämlich zu dem Schulpflichtunterricht ⁴.

⁴ So lautet Artikel 1 des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht, in seiner durch die Dekrete vom 17. Oktober 1994, vom 31. August 1998 und vom 26. April 1999 abgeänderten Fassung, wie folgt:

„§ 1 -Minderjährige unterliegen der Schulpflicht während eines Zeitraums von zwölf Jahren ab Anfang des Schuljahres, das in dem Jahr beginnt, in dem sie das Alter von sechs Jahren erreichen, und bis zum Ende des Schuljahres in dem Jahr, im Laufe dessen sie das Alter von achtzehn Jahren erreichen.

Die Vollzeitschulpflicht endet am Ende des Schuljahres, das im Laufe des Kalenderjahres endet, in dem der Minderjährige fünfzehn Jahre alt wird. Sie beinhaltet mindestens die ersten zwei Sekundarschuljahre des Vollzeitunterrichts. Sie darf nie über das Ende des Schuljahres hinausgehen, das im Laufe des Kalenderjahres endet, in dem der Minderjährige sechzehn Jahre alt wird.

Dem Zeitraum der Vollzeitschulpflicht folgt ein Zeitraum der Teilzeitschulpflicht. Die Teilzeitschulpflicht wird durch die Fortsetzung des Vollzeitsekundarunterrichts oder durch die Teilnahme an einem Teilzeitunterricht oder an einer für die Erfüllung der Schulpflicht anerkannten Ausbildung eingehalten.

Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter:

1. Teilzeitunterricht den Unterricht, der weniger Wochen pro Jahr oder weniger Unterrichtsstunden pro Woche umfasst, als die für den Vollzeitunterricht festgelegte Anzahl,

Artikel 24 § 5 der Verfassung hat dabei ein „verstärktes Gesetzmäßigkeitsprinzip“ auferlegt⁵.

Der Vorentwurf enthält sehr weitgehende Ermächtigungen an die Regierung und an die Industrielehrvertragskommissionen:

– die Regierung bestimmt nach Stellungnahme des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen die besonderen Bedingungen und die Modalitäten der Anerkennung und des Entzugs der Anerkennung des Ausbildungsverantwortlichen (Artikel 50 Nr. 5 des Vorentwurfs);

– die Industrielehrlingsordnung, in der u.a. die Berufe, für die ein Lehrvertrag abgeschlossen werden kann, eventuell die verschiedenen Qualifikationsniveaus pro Beruf, die Dauer der Lehre pro Beruf und gegebenenfalls pro Qualifikationsniveau,... festgelegt werden, wird von der Regierung auf Vorschlag der zuständigen Industrielehrvertragskommission festgelegt (Artikel 54 Nr. 9 des Vorentwurfs);

– die Industrielehrvertragskommissionen legen pro Beruf ein Muster des Ausbildungsprogramms fest, in dem insbesondere der Inhalt und die Programmgestaltung der Ausbildung, die Dauer der Industrielehre und die Möglichkeit, wenn die Industrielehre des Berufs es erfordert, mehrere Industrielehrverträge abzuschließen, vermerkt werden (Artikel 57 Absatz 1 des Vorentwurfs).

Diese Ermächtigungen sind zu weit gefasst und verletzen Artikel 24 § 5 der Verfassung.

Demzufolge sind die Artikel 50, 54 und 57 des Vorentwurfs zu revidieren.

2. Ausbildung alle Formen von Ausbildungen, erwähnt in Artikel 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

§ 2 - Der Unterricht und die Ausbildung, die schulpflichtigen Minderjährigen erteilt werden, müssen zu ihrer Erziehung und zu ihrer Vorbereitung auf die Ausübung eines Berufes beitragen“.

⁵ Siehe u.a. das Gutachten 53.355/2 vom 10. Juni 2013 über einen Entwurf, der zum Erlass der Regierung vom 27. Juni 2013 „über die Grundausbildung in der Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen“ geworden ist.

Artikel 67

In dem einleitenden Satz von Artikel 67 des Vorentwurfs sind die Wörter „und vom 16. Januar 2012“ durch die Wörter „ , vom 16. Januar 2012 und vom ... 2016“⁶ zu ersetzen.

DER KANZLER

DER PRÄSIDENT

COLETTE GIGOT

Pierre LIÉNARDY

Das Gutachten wurde unter der Aufsicht von Roger WIMMER, Erster Auditor, übersetzt.

DER HAUPTKANZLER,

Danièle LANGBEEN

⁶ Es handelt sich um den durch das Parlament am 25. April 2016 angenommenen Dekretentwurf 'über Maßnahmen im Beschäftigungsbereich' (*Parl. Dok.*, Parl. DG, 2015-2016, Nr. 107/3), der zum Zeitpunkt, an dem vorliegendes Gutachten abgegeben wird, noch nicht im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wurde.